

Burkina Faso / Fête de la Tabaski : Les “Ouagavillois” s’activent timidement

Page 20

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d’Afrique

du lundi 19 juillet 2021

N°1680 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Algérie : Le président accorde sa grâce à 101 membres du Hirak

Page 3



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Les décès dus au COVID en Afrique augmentent de 43% en une semaine

Page 2



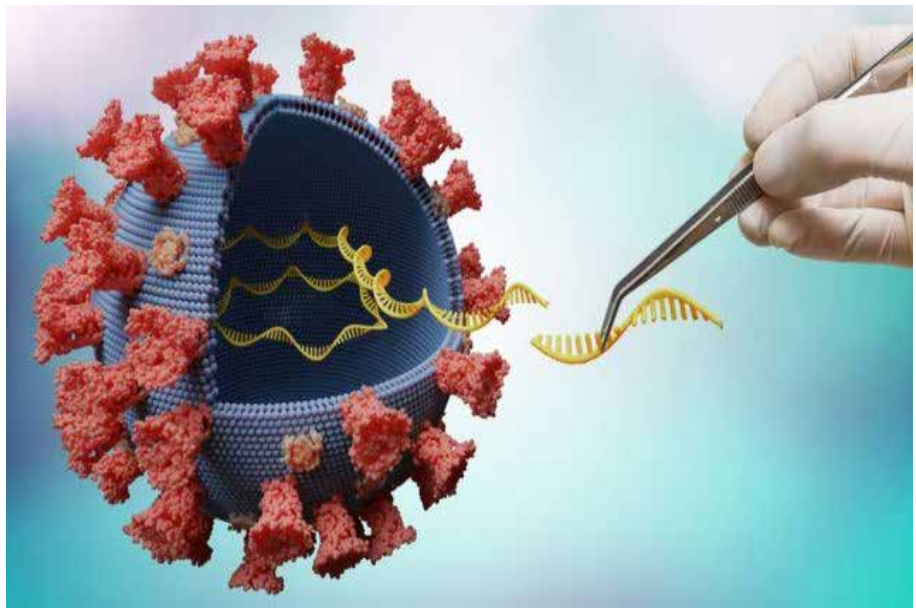
AFRIQUE

Les décès dus au COVID en Afrique augmentent de 43% en une semaine , selon l'OMS

Les décès liés au coronavirus en Afrique ont augmenté de 43% en l'espace d'une semaine, en raison d'un manque de lits de soins intensifs et d'oxygène, a annoncé jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) , alors que la nouvelle variante Delta progresse .



L'Afrique a officiellement enregistré plus de six millions de cas de coronavirus



La nouvelle variante Delta plus dangereuse, qui pourrait être encore plus difficile à contrôler

Les décès associés au COVID dans la région Afrique de l'OMS sont passés à 6 273 dans la semaine du 5 au 11 juillet, contre 4 384 la semaine précédente.Le nombre de décès a fortement augmenté au cours des cinq dernières semaines. C'est un signe d'avertissement clair que les hôpitaux des pays les plus touchés atteignent un point de rupture », a déclaré à Al Jazeera le Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, lors d'une conférence de presse virtuelle.« Les systèmes de santé sous-financés dans les pays sont confrontés à une grave pénurie d'agents de santé, de fournitures, d'équipements et d'infrastructures nécessaires pour prodiguer des soins aux patients gravement malades du COVID-19 », a-t-elle déclaré.

La variante Delta de la maladie présente dans une vingtaine de pays africains

La suite à la page 3

ALGÉRIE

La suite de la page 2

L'OMS a précisé jeudi que l'augmentation des décès était parallèle à une pénurie chronique de vaccins, à une propagation de la variante Delta, plus contagieuse, qui était désormais détectée dans 21 pays africains, ainsi qu'à la lassitude du public face aux mesures de prévention.

L'organisme de santé des Nations Unies a averti que des variantes «plus dangereuses» de COVID-19 pourraient se répandre dans le monde alors que les infections mondiales grimpaient à un demi-million par jour, en grande partie à cause de la souche virulente Delta.»La pandémie est loin d'être terminée», a déclaré le comité d'urgence de l'OMS dans un communiqué. Il a souligné « la forte probabilité d'émergence et de propagation mondiale de nouvelles variantes préoccupantes, peut-être plus dangereuses, qui pourraient être encore plus difficiles à contrôler. Les scientifiques craignaient qu'avec un manque de vaccinations, la variante Delta ne se transforme en quelque chose de plus mortel et «qui se propage plus rapidement». L'Afrique a officiellement enregistré plus de six millions de cas de COVID-19, un chiffre bien inférieur à celui des autres continents, mais qui, selon les experts, est probablement une grande sous-estimation.

K.Fiakfofi

Le président accorde sa grâce à 101 membres du Hirak



La grâce présidentielle annoncée mercredi marque le 59e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie.

Le président, Abdelmadjid Tebboune, a accordé sa grâce à des prisonniers incarcérés pour avoir pris part à des manifestations dans le cadre du mouvement de contestation, selon un communiqué de la présidence diffusé mercredi 14 juillet.

Le président algérien Abdelmadjid Tebboune a ordonné la libération de 101 membres du Hirak, mouvement de contestation qui a entraîné la mise à l'écart de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika. Un communiqué relayé par l'AFP indique que le président Tebboune « a décrété une grâce au profit de 30 détenus condamnés définitivement dans des affaires d'attroupement et de trouble à l'ordre public ». Le président Tebboune « a décrété également des mesures de clémence complémentaires en faveur de 71 jeunes détenus condamnés pour les mêmes actes, qui seront relâchés pour rejoindre

La suite à la page 4

ETHIOPIE

La suite de la page 3



C'est la troisième fois en l'espace de deux semaines que des détenus bénéficient d'une mesure de clémence de la part du chef de l'Etat.

leurs familles, dès mercredi soir », poursuit le communiqué précise l'AFP.

Jouer la carte de l'apaisement social

Abdelmadjid Tebboune qui a été élu en décembre 2019, s'est engagé à mener des réformes économiques et politiques et a appelé l'opposition à faire le choix du dialogue afin de maintenir la stabilité dans le pays, relève Reuters. Par ailleurs, les Algériens ont voté une nouvelle constitution l'année dernière, qui donne un plus grand rôle au Premier ministre et au Parlement. Toutes ces réformes visent en effet à satisfaire aux revendications du mouvement contestataire Hirak .

Avec un nouveau gouvernement à la tête duquel se trouve un économiste, le Chef de l'Etat souhaite ainsi mettre en place de réformes économiques pour relancer l'Algérie et tente alors de jouer la carte de l'apaisement social.

Pierre Oued.

Les autorités suspendent un média réputé

En Éthiopie, l'autorité de régulation des médias a annulé, le jeudi 15 juillet 2021, la licence du Addis Standard, l'une des dernières publications indépendantes du pays, dans un contexte de plus en plus répressif, marqué par la guerre du Tigré.

L'autorité de régulation des médias reproche au Addis Standard d'avoir utilisé l'appellation « forces de défense tigréennes » pour qualifier la rébellion qui a repris Mekele il y a deux semaines, a indiqué RFI. Elle accuse le média, par cette acte d'avoir « défendu l'agenda d'un groupe terroriste». Cette suspension vient donc mettre sous pression, les autres organes de presse encore en activité et les correspondants de la presse étrangère. Dans un communiqué d'explication de la suspension du Addis Standard, l'autorité laisse entendre qu' : « Avec la liberté, vient la responsabilité et la nécessité de rendre des



La suite à la page 5

KENYA

La suite de la page 4

comptes ».

La suspension du Addis Standard est indéniablement un coup sévère, pour ce site d'informations. Respecté, Addis Standard était l'un des mieux sourcés du paysage médiatique éthiopien, avec un suivi équilibré des procès d'opposants, de la situation sur les lignes de front ou des évolutions de la société éthiopienne, rapporte RFI. Suite à cette décision, Amnesty International a publié, le vendredi 16 juillet 2021, un rapport détaillé sur les arrestations de civils tigréens qui se sont multipliées depuis la prise de Mekele, le 28 juin dernier. D'anciens détenus ont certifié que les commissariats sont pleins de gens parlant le tigrinya et que les autorités ont ordonné des rafles massives de Tigréens, dans la rue et sur leur lieu de travail.

Suite à ces révélations, la commission éthiopienne des droits de l'homme, a appelé le gouvernement, selon RFI, à « libérer d'urgence toutes les personnes détenues sans base légale suffisante». Elle a aussi dénoncé, les meurtres et les enlèvements des personnes accusées d'être des opposants à la rébellion tigréenne dans les territoires repris à l'armée, notamment ceux des réfugiés érythréens.

Roseline BADO

Inquiétude des populations face aux multiples enlèvements d'enfants

Le terrorisme continue d'être l'une des menaces les plus sérieuses à la sécurité et le milieu éducatif en Afrique. Les établissements scolaires sont devenus des cibles spécifiques d'attaques violentes causant la mort d'apprenants et d'éducateurs, menant ainsi à la fermeture de milliers d'écoles et à la hausse du nombre d'abandons scolaires.

Au moins 242 enfants âgés de 18 ans et moins ont été portés disparus entre janvier et décembre 2020, selon le rapport de l'ONG Missing Child Kenya. Parmi les disparus, on compte 125 filles et 117 garçons - dont certains ont été retrouvés et remis à leurs familles, tandis que d'autres ont été conduits sur des sites aménagés par le gouvernement. Quelques-uns ont été retrouvés morts, d'autres sont toujours portés disparus, écrivent Hilary Kimuyu et Mary Wangari pour The Nation. L'ONG a dit craindre de plus en plus qu'un réseau criminel ne prenne les enfants. Ces



La suite à la page 6

AFRIQUE

La suite de la page 5

derniers mois, il y a eu de plus en plus d'appels sur les réseaux sociaux de la part des parents et proches au sujet de leurs proches disparus.

Au moins 61 enfants ont été portés disparus entre mars et mai 2021. Bien que 33 personnes aient été retrouvées, le sort des autres reste inconnu.

Il faut rappeler que des agents de police de la circulation dans le comté de Makueni ont secouru lundi soir un enfant qui avait été enlevé dans le comté de Kilifi et ont arrêté une femme en lien avec l'incident. La suspecte, Sarah Sensoria, également connue sous le nom de Shantel et Cynthia Chepkorir, voyageait aux côtés d'un enfant de six ans dans un bus à destination de Nairobi. Les policiers ont identifié la jeune fille et arrêté le suspect lors d'une opération qu'ils ont célébrée comme une avancée majeure pour déjouer le vol de bébés. Un crime qui prend des proportions incontrôlées dans tout le pays, ces derniers jours.

Source: allAfrica.

Fatimata COMPAORE

L'Afrique est le continent où la faim progresse le plus vite, selon le rapport annuel de l'ONU

Selon les Nations unies, la faim dans le monde s'est aggravée de façon spectaculaire en 2020, en grande partie en raison des retombées du COVID-19. Alors que l'impact de la pandémie n'a pas encore été entièrement cartographié, un rapport multi-agences estime qu'environ un dixième de la population mondiale, jusqu'à 811 millions de personnes était sous-alimenté l'année dernière.

La faim progresse en Afrique deux fois plus vite qu'en moyenne par rapport aux autres régions. En cause la conjonction de la crise économique avec les conflits et les catastrophes climatiques qui ont ravagé les cultures ces dernières années. D'après le rapport de l'ONU un Africain sur cinq ne mange pas à sa faim aujourd'hui. "Avec tout l'argent qui a été amassé par certains, pendant la pandémie, le simple fait qu'on soit obligé d'implorer



Sur les 811 millions de personnes sous-alimentées, près d'un tiers vit en Afrique.

La suite à la page 7

AFRIQUE

La suite de la page 6



L'un des objectifs du Développement durable promus par l'ONU est d'éradiquer la faim dans le monde d'ici à 2030

pour lutter contre la faim est une honte. Je suis très content que le secteur privé puisse envoyer des fusées dans l'espace. Mais, nous avons une crise ici, sur Terre, a indiqué à l'AFP, David Beasley, directeur du Programme alimentaire mondial. Pendant qu'on parle, des enfants meurent de faim chaque jour, 3 millions de personnes sont mortes du Covid l'an passé, 9 millions sont mortes de faim et cela pourrait être 2 ou 3 fois plus cette année si nous n'agissons pas », alerte-t-il. L'année 2020 a également été sombre sur d'autres plans. Globalement, plus de 2,3 milliards de personnes soit 30 % de la population mondiale n'avaient pas accès à une alimentation adéquate tout au long de l'année, selon le rapport . La malnutrition a persisté sous toutes ses formes, et les enfants en ont payé le prix fort .

En 2020, on estime que plus de 149 millions d'enfants de moins de cinq ans souffraient d'un retard de croissance, ou étaient trop petits pour leur âge ; plus de 45 millions étaient émaciés, ou trop maigres pour leur taille ; et près de 39 millions étaient en surpoids. Trois milliards d'adultes et d'enfants n'avaient pas accès à des régimes alimentaires sains, en grande partie à cause de leur coût excessif. Près d'un tiers des femmes en âge de procréer souffrent d'anémie. En fonction du facteur particulier ou de la combinaison de facteurs auquel chaque pays est confronté, le rapport invite les responsables politiques à Intégrer les politiques humanitaires, de développement et de consolidation de la paix dans les zones de conflit. Le rapport préconise aussi le renforcement de la résilience climatique dans l'ensemble des systèmes alimentaires, afin de mieux renforcer la résilience des plus vulnérables face à l'adversité économique, et intervenir le long des chaînes d›approvisionnement pour réduire le coût des aliments nutritifs.

K.Fiakofi

SANTÉ

L'ONU plaide en faveur d'une justice réparatrice des séquelles de l'esclavage

Lundi 12 juillet, devant le Conseil des droits de l'homme, à Génève, l'ONU s'est prononcée en faveur d'une «justice réparatrice» dans le débat épineux portant sur les séquelles de l'esclavage et du colonialisme. Quant aux pays africains, ils ont présenté une résolution pour créer un groupe d'experts sur le racisme et les violences policières.



La Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a plaidé pour une justice réparatrice des séquelles de l'esclavage, devant le Conseil des droits de l'homme

Dans sa communication devant le Conseil des droits de l'homme (CDH), la Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a plaidé pour une justice réparatrice des séquelles de l'esclavage. Elle a demandé la mise en place d'un mécanisme, assorti d'un calendrier, pour faire progresser la justice et l'égalité raciales. A cet effet, les pays africains ont présenté lundi 12 juillet un projet de résolution sur la protection des droits et des libertés fondamentales des personnes d'ascendance africaine face aux violences policières.

Le texte en question propose la création d'un mécanisme d'experts indépendants qui pourraient se concentrer plus clairement sur le problème du racisme systémique au sein des forces de l'ordre et du système de justice pénale, a expliqué un représentant camerounais, Côme Awoumou, au nom des pays africains, selon Africanews.

Absence de responsabilités des Etats dans la pratique de l'esclavage

A en croire la responsable onusienne, derrière le racisme systémique et la violence raciale d'aujourd'hui se cache l'absence de reconnaissance formelle des responsabilités des Etats et des autres acteurs qui ont participé ou profité de l'esclavage, de la traite transatlantique des esclaves africains et du colonialisme ainsi que de ceux qui continuent à profiter de cet héritage. Elle a également dénoncé la répression des manifestations contre le racisme dans certains pays.

La suite à la page 9

SANTÉ

La suite de la page 8



Pour Michelle Bachelet, pour guérir nos sociétés et rendre justice aux crimes terribles, il est essentiel d'établir la vérité sur ces héritages et leur impact aujourd'hui

Face à toutes ses "injustices", Michelle Bachelet a préconisé de s'attaquer aux séquelles de l'esclavage, de la traite transatlantique des esclaves, du colonialisme et des politiques et systèmes successifs de discrimination raciale, et de rechercher une justice réparatrice.

Établir la vérité sur ces héritages

«Pour guérir nos sociétés et rendre justice aux crimes terribles, il est essentiel d'établir la vérité sur ces héritages et leur impact aujourd'hui, et de prendre des mesures pour remédier à ces préjudices grâce à un large éventail de mesures de réparation», a conclu Michelle Bachelet .

Le représentant américain, Ben Moeling semble partager cet avis. "Avec humilité et introspection, nous affirmons que l'inégalité raciale est un défi auquel sont confrontés tous les Etats, y compris les Etats-Unis, mais qu'ensemble, nous pouvons le surmonter», a-t-il affirmé devant le CDH, selon Africanews.

L'appel de la Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Michelle Bachelet intervient alors qu'aux États-Unis la question de «la théorie critique de la race» fait débat. Ce terme définit un courant de pensée apparu dans les facultés de droit américaines à la fin des années 1970 pour analyser le racisme comme un système, avec ses lois et ses logiques de pouvoir, plutôt qu'au niveau des préjugés individuels.

Line Rose

Le Rwanda envoie 1000 soldats au Mozambique frappé par l'insurrection djihadiste

Le président mozambicain Filipe Nyusi a confirmé vendredi l'arrivée du premier contingent de troupes rwandaises pour aider le Mozambique à combattre les terroristes islamistes qui opèrent dans la province septentrionale de Cabo Delgado depuis octobre 2017 selon l'agence d'information du Mozambique (AIM).

S'exprimant dans la ville de Mueda à Cabo Delgado, qui est le siège du théâtre opérationnel nord des forces de défense et de sécurité mozambicaines, le président Nyusi a déclaré qu'« ils (les Rwandais) ont commencé à arriver. Ils sont déjà là.» Kigali de son côté a indiqué

La suite à la page 10

RWANDA

La suite de la page 9



Le contingent rwandais travaillera avec les Forces armées mozambicaines et celles de la SADC « dans des secteurs de responsabilité désignés »



L'insécurité djihadiste, selon le président, Nyusi (ici au milieu) est liée aux richesses minières découvertes à Cabo Delgado, en particulier dans le district de Palma, où se trouvent d'énormes gisements de gaz naturel offshore

dans un communiqué vendredi 9 juillet que «le gouvernement du Rwanda, à la demande du gouvernement du Mozambique, commencera le déploiement d'un contingent de 1 000 personnes des Forces de défense rwandaises et de la Police nationale du Rwanda dans la province de Cabo Delgado». Les forces « soutiendront les efforts visant à restaurer l'autorité de l'État mozambicain en menant des opérations de combat et de sécurité, ainsi que la stabilisation et la réforme du secteur de la sécurité », ajoute le communiqué.

Les amis peuvent aider, mais tôt ou tard ils retourneraient dans leur pays

Le contingent rwandais travaillera avec les Forces armées mozambicaines et celles de la SADC « dans des secteurs de responsabilité désignés », selon le président Nyusi précisant que « C'est la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) qui a autorisé le Mozambique à rechercher le soutien d'autres amis ». « Nous avons mis beaucoup de temps à réfléchir, à organiser et à planifier », a-t-il déclaré selon la radio Mozambique. Un soutien militaire supplémentaire, notamment des pays de la SADC, est à prévoir et arrivera très prochainement. « Ils ont déjà écrit au Secrétaire général des Nations Unies pour dire qu'à partir du 15 juillet, ils vont aider le Mozambique », a précisé le président Nyusi. Toutefois, le chef de l'Etat a tenu à préciser que la défense du Mozambique est la responsabilité exclusive des Mozambicains. "Les amis peuvent aider, mais tôt ou tard ils retourneraient dans leur pays, et il appartiendrait aux Mozambicains de garantir la sécurité" a-t-il insisté, selon la même source. Le président mozambicain Filipe Nyusi, ancien ministre de la Défense, a longtemps renoncé à demander une intervention militaire étrangère pour combattre les djihadistes, s'appuyant plutôt sur des sociétés militaires privées.

Pierre Oued.

ETHIOPIE

L'ONU demande un retrait vérifiable des troupes érythréennes du Tigré

Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a approuvé mardi 13 juillet,une résolution appelant à la fin immédiate de toutes les violations dans la région assiégée du Tigré en Éthiopie. Le conseil a demandé,le retrait rapide des troupes érythréennes, qui soutiennent le gouvernement fédéral contre les forces tigréennes, de manière vérifiable.



On estime que le conflit de plusieurs mois a fait des milliers de morts

Cette annonce mardi est intervenue alors que les forces tigréennes ont déclaré avoir pris Alamata, la principale ville du sud du Tigré, après le lancement d'une nouvelle offensive deux semaines après que le gouvernement fédéral a déclaré un cessez-le-feu unilatéral face aux avancées des rebelles.La résolution selon l'agence Reuters, adoptée avec 20 des 47 membres du Conseil des droits pour, 14 s›opposant et 13 s›abstenant, appelait « à l›arrêt immédiat de toutes les violations des droits humains et les abus et violations du droit international humanitaire ».Le texte appelait également au « retrait rapide et vérifiable des troupes érythréennes de la région du Tigré ». La résolution a été présentée par l'Union européenne, qui a salué un cessez-le-feu unilatéral déclaré par Addis-Abeba le mois dernier et également sa participation à une enquête conjointe sur la situation du Tigré. Mais il s'est déclaré gravement préoccupé par les abus généralisés signalés dans la région ces derniers mois, notamment les massacres de civils et la violence sexuelle généralisée.En particulier, il a souligné la participation signalée de troupes érythréennes à de graves abus dans ce pays, y compris des violations du droit international, « exacerbant le conflit ».

Une enquête conjointe

Pendant des mois, l'Éthiopie et l'Érythrée ont catégoriquement nié l'implication des forces érythréennes dans le conflit, mais le Premier ministre éthiopien Abiy

La suite à la page 12

ETHIOPIE

La suite de la page 11



Les troupes érythréennes étaient présentes sur le sol tigréen.

Ahmed a finalement admis leur présence en mars et a déclaré qu'ils se retireraient. Avant le vote, le représentant de l'Érythrée, Adem Osman Idris, a critiqué la résolution, insistant sur le fait que les troupes de son pays avaient quitté la région. L'Éthiopie a également rejeté catégoriquement le texte, affirmant qu'il interférait avec la poursuite de l'enquête sur la situation au Tigré.La résolution a salué la décision de l›Éthiopie d›accepter l›enquête conjointe avec le bureau des droits de l›ONU et a exhorté le gouvernement à garantir les conditions nécessaires pour une « enquête complète, sans entrave et indépendante » et pour obtenir la responsabilité de toutes les violations. Anita Pipan de Slovénie, qui a présenté la résolution au nom de l'UE, a insisté sur le fait que l'intention n'était pas d'interférer avec l'enquête, mais a déclaré que « pour que le processus soit crédible, la transparence est nécessaire ».

Source : Aljazeera

Covid-19: l'Algérie et le Niger décident de rouvrir leur frontière

L'Algérie et le Niger ont décidé de rouvrir leur frontière terrestre, fermée depuis seize mois en raison de la pandémie de coronavirus, pour faciliter les échanges entre les deux pays, selon l'agence de presse officielle APS.

Alger et Niamey sont convenus de «l'ouverture de la frontière pour l'exportation des produits algériens vers le Niger et l'importation des produits nigériens», a déclaré le président algérien Abdelmadjid Tebboune. L'annonce a été faite le 14 juillet dernier au cours d 'un point de presse conjoint avec son homologue nigérien Mohamed Bazoum, qui effectue une visite de travail en Algérie. Le président nigérien de son côté, a déclaré avoir fait part de son vœu de voir la frontière avec l'Algérie «définitivement» rouverte pour

La suite à la page 13

NIGER - ALGÉRIE

La suite de la page 12



Le Niger et l'Algérie vont rouvrir leur frontière terrestre



Les chefs d'Etats algérien et nigérien ont trouvé un accord sur la situation des Nigériens travaillants en Algérie

le flux des échanges «tout à fait naturel entre nos deux pays se développe». L'Algérie avait décrété la fermeture des frontières le 17 mars 2020, trois semaines après la détection du premier cas de Covid-19 dans ce pays de quelque 44 millions d'habitants.

Accord sur les nigérien travaillant en Algérie

En plus de la réouverture de leur frontière, les deux chefs d'Etats se sont mis d'accord sur la nécessité d'une «politique claire» concernant les Nigériens travaillant en Algérie. Ces dernières années, l'Algérie fait face à un afflux de migrants originaires de pays de l'Afrique de l'ouest, estimés à quelque 100.000 en Algérie par les ONG. Cependant, depuis 2014, des dizaines de milliers de migrants irréguliers, nigériens et originaires d'autres pays d'Afrique de l'Ouest ont été expulsés par le pays, selon les Nations unies. L'Algérie est régulièrement critiquée pour la façon dont elles traitent des migrants subsahariens, dont certains cherchent à gagner l'Europe. En mars dernier, le site Info Migrants a déclaré que depuis le début de l'année 2021, 3 779 personnes avaient été renvoyées de l'Algérie vers le Niger. La plupart sont originaires d'Afrique de l'ouest, principalement du Niger, de Guinée Conakry et du Mali. En 2020, le nombre total de ces renvois s'élevait à 22 631, selon la même source.

Line Rose

MONDE

L'OIM déplore la hausse inquiétante des décès de migrants au premier semestre 2021

Le nombre de personnes décédées en tentant de traverser la mer Méditerranée a presque doublé au premier semestre 2021, a annoncé mercredi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).



Au moins 1 146 personnes sont mortes en tentant d'atteindre l'Europe par la mer au cours des six premiers mois de cette année



Les chefs d'Etats algérien et nigérien ont trouvé un accord sur la situation des Nigériens travaillants en Algérie

Au moins 1 146 personnes sont mortes en tentant d'atteindre l'Europe par la mer au cours des six premiers mois de 2021, a indiqué l'OIM dans un communiqué. L'ONG a déclaré que 513 migrants se sont noyés au cours de la même période l'année dernière, contre 674 au cours des six premiers mois de 2019. «Les organisations civiles de recherche et de sauvetage ont continué à faire face à des obstacles importants dans leurs opérations, la majorité de leurs bateaux étant bloqués dans les ports européens en raison de saisies administratives et de procédures pénales et administratives en cours contre les membres d'équipage», a déclaré l'OIM. La route de la Méditerranée centrale entre la Libye et l'Italie a été la plus meurtrière, faisant 741 morts. Vient ensuite le tronçon de l'océan Atlantique

La suite à la page 15

La suite de la page 14

entre l'Afrique de l'Ouest et les îles Canaries en Espagne, où au moins 250 personnes sont mortes, a indiqué l'agence. Au moins 149 personnes sont également décédées sur la route de la Méditerranée occidentale vers l'Espagne, ainsi qu'au moins six sur la route de la Méditerranée orientale vers la Grèce.

Les garde-côtes libyens ont ramené plus de 13 000 personnes en Libye depuis début 2021

L'agence a également noté que l'augmentation des décès survient alors que les interceptions de bateaux de migrants lancés depuis la Libye sont en augmentation. Ceux qui ont été renvoyés en Libye sont soumis à des détentions arbitraires, des extorsions, des disparitions et des tortures, a déclaré l'OIM déplorant le fait que les chiffres des migrants bravant la route de la Méditerranée occidentale pourraient être gravement sous-estimés. « Des centaines de cas de naufrages invisibles ont été signalés par des ONG en contact direct avec les personnes à bord ou avec leurs familles », a fait savoir l'agence. Le directeur général de l'organe de l'ONU, Antonio Vitorino a appelé à «des mesures urgentes et proactives pour réduire les pertes de vies humaines sur les routes migratoires maritimes vers l'Europe».

K.Fiakofi

Covid-19 : Kigali sous confinement total pour faire face à la troisième vague

Le Rwanda a remis sa capitale Kigali sous verrouillage total pendant 10 jours à compter du 17 juillet alors que le pays affronte une troisième vague sévère qui a vu le nombre de morts augmenter au cours des deux dernières semaines.

Mercredi 14 juillet , le Rwanda comptait 14 553 cas actifs de coronavirus avec un taux de positivité de 17,5%, le plus élevé depuis le début de la pandémie. Quelque 607 personnes ont succombé au virus tandis que 74 personnes sont dans un état critique. Un conseil des ministres a annoncé mercredi les mesures interdisant les mouvements non essentiels dans la capitale et les districts. La flambée actuelle des infections a principalement touché Kigali qui représente plus de la moitié des cas signalés, selon les statistiques du Rwanda Biomedical Center. Le communiqué publié mercredi a indiqué que les entreprises non essentielles, les églises,



Le couvre-feu décrété de 18H00 à 04H00 (16H00 à 02H00 GMT) reste en vigueur dans l'ensemble du pays, où les commerces doivent fermer à 17H00

La suite à la page 16

ETHIOPIE

La suite de la page 15



Le Rwanda est confronté à un net rebond de la pandémie, avec environ 800 nouveaux cas par jour submergeant les hôpitaux

les écoles et les universités fermeraient toutes. Les employés travailleront à domicile, les transports en commun ne fonctionnent pas et les déplacements sont interdits sauf pour des raisons essentielles.

Compte tenu du pic rapide des cas , de l'émergence de nouvelles variantes et de l'augmentation des décès liés à Covid-19, le gouvernement a décidé de renforcer davantage les mesures de contrôle existantes», indique le communiqué.Le communiqué du gouvernement a également exhorté les habitants de Kigali à réduire considérablement les interactions sociales et à limiter les déplacements aux seules activités essentielles. Kigali a été mis en confinement total pour la dernière fois en janvier 2021 lors d'une deuxième vague d'infections à Covid-19.

K.Fiakofi

Ethiopie/Barrage de renaissance: Le dialogue est la seule solution pour résoudre le problème, selon un dirigeant soudanais

Abdel Fattah al-Burhan, président du Conseil de souveraineté du Soudan, a déclaré mercredi que le dialogue est la seule solution pour résoudre le problème du Grand barrage éthiopien de la Renaissance (GERD).

Alors que les négociations sont dans l'impasse , dans une déclaration à la chaîne Al-Arabiya, le président du Conseil de souveraineté a indiqué que le Soudan tient à la stabilité de son environnement, en particulier en Éthiopie. Al-Burhan a affirmé que « la composante militaire » au Soudan s'est engagée à soutenir la transition démocratique dans le pays. Le 8 juillet,



Le Soudan tient à la stabilité de son environnement

La suite à la page 17

ETHIOPIE

La suite de la page 16



L'Égypte, qui dépend presque entièrement du Nil pour ses besoins en eau, s'inquiète du fait que la plupart des années de remplissage, un volume spécifique n'est pas garanti.

le ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Shoukry et son homologue soudanais, Mariam Al-Sadiq Al-Mahdi, ont fait part de leurs inquiétudes devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, expliquant les menaces que le barrage éthiopien fait peser sur leurs peuples et leurs droits sur l'eau au cas où aucun accord contraignant ne serait conclu entre leurs trois pays.Les ambassadeurs des États membres du CSNU ont également affirmé la nécessité d'une reprise rapide des pourparlers du grand barrage éthiopien sous les auspices de l'Union africaine.L'envoyé spécial de l'ONU pour la Corne de l'Afrique, Parfait Onanga-Anyanga, a déclaré à Nation Africa que les parties du GERD ne pouvaient toujours pas parvenir à un accord sur le remplissage et l'exploitation du barrage malgré leurs négociations et les recommandations précédentes du Conseil de sécurité.

L'OUNU et l'UA cadres de résolution de ce différend

Il a déclaré que la Ligue arabe a appelé l'Éthiopie à ne prendre aucune mesure unilatérale pour combler le remplissage du barrage sans parvenir à un accord contraignant, mais en réponse, Addis-Abeba a refusé la déclaration de l'AL et a appelé à s'en tenir à la médiation de l'UA.Le représentant de la RD Congo au Conseil de sécurité des Nations Unies, pour sa part, a déclaré que l'établissement du GERD constitue une menace pour le Soudan et l'Égypte, qui dépendent fortement du Nil, ce qui a conduit à des tensions au cours des dernières années. L'Union africaine a pris plusieurs initiatives pour parvenir à un accord sur le barrage de la Renaissance, mais il reste encore un certain nombre de points concernant le remplissage et l'exploitation du barrage qui sont toujours en litige entre les trois pays, a déclaré le représentant congolais ajoutant que 90% des problèmes techniques sur le GERD ont déjà été résolus et que les trois pays n'ont qu'à se mettre d'accord sur le reste des aspects juridiques et techniques.

K.Fiakofi

LIBYE

Amnesty dénonce le traitement « atroce » infligé aux migrants en Libye

Dans un rapport publié le 14 juillet 2021, Amnesty international (AI) a dénoncé le traitement « atroce » subi par des migrants interceptés en Méditerranée et envoyés de force dans des centres de détention en Libye, avec l'aide « honteuse » des Européens.

Plongée dans le chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est devenue une voie privilégiée pour des dizaines de milliers de migrants qui tentent de rejoindre l'Europe par la mer au risque de leur vie.

Dans son rapport, cité par euronews, Amnesty International affirme que fin 2020, la Direction libyenne de lutte contre les migrations illégales (DCIM, dépendant du ministère de l'Intérieur) a « légitimé » ces violations des droits humains en prenant le contrôle de deux centres de détention gérés par des milices, où des centaines de réfugiés et de migrants ont fait l'objet de disparitions forcées ces dernières années.



Photo d'illustration

Selon Euronews, l'ONG des droits de l'homme, a indiqué que dans l'un de ces centres, des témoins ont fait état de viols sur des femmes par des gardiens. Ces derniers les forçaient à avoir des relations sexuelles « en échange de nourriture ou de leur liberté ». « Ce rapport effroyable jette une nouvelle lumière sur les souffrances des personnes interceptées en mer et renvoyées en Libye, où elles sont immédiatement détenues arbitrairement et systématiquement soumises à des actes de torture, des violences sexuelles, au travail forcé et à d'autres formes d'exploitation en toute impunité », a indiqué Diana Eltahawy, directrice régionale adjointe d'Amnesty pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, cité par notre source.

Etats européens, soutien des garde-côtes libyens dans la traque des migrants

« Dans le même temps, les autorités libyennes ont récompensé ceux qui étaient soupçonnés d'avoir commis de telles violations avec des promotions », a-t-elle ajouté. L'ONG a appelé les autorités libyennes à fermer « immédiatement » ces centres de détention. Elle a, par ailleurs, dénoncé « la complicité des États européens qui continuent honteusement d'aider les gardes-côtes libyens à capturer des personnes en mer et à les renvoyer de force dans l'enfer de la détention en Libye ».

Les États européens « doivent suspendre leur coopération sur les migrations et les contrôles des frontières avec la Libye », et aider « de façon urgente des milliers de personnes coincées là-bas et ayant besoin d'être protégées », a indiqué Amnesty.

Lucien DAKISSAGA (Stagiaire)

KENYA

Fin de cavale pour un tueur en série d'enfants

La police kényane a annoncé jeudi l'arrestation d'un homme âgé de 20 ans présenté comme un « vampire », qui a admis les meurtres d'au moins une dizaine d'enfants ces dernières années.

Masten Milimo Wanjala, 20 ans, a été arrêté ce mercredi 14 juillet 2021 pour le meurtre de deux enfants dont les corps avaient été retrouvés abandonnés dans une zone boisée de Nairobi a t-on appris de Voa Afrique. Lors de ses aveux, le jeune homme a reconnu les meurtres d'une dizaine d'autres adolescents, a expliqué la police selon la même source. Cette arrestation représente une avancée majeure dans une enquête sur une vague de disparitions inquiétantes d'enfants au Kenya - environ deux par jour ces dernières semaines -, selon la police. « Wanjala a massacré seul ses victimes de la manière la plus impitoyable, parfois en suçant le sang de leurs veines avant de les assassiner », a déclaré la Direction des



Dans un récit détaillé et éprouvant, le meurtrier a raconté en détails ses crimes

enquêtes criminelles (DCI) sur Twitter, le décrivant comme un « vampire assoiffé de sang ». Les meurtres, qui visaient des enfants de 12 et 13 ans, remontent à ces cinq dernières années.

Il prenait plaisir dans ses meurtres

La justice a ordonné ce 15 juillet 2021 son placement en détention pour 30 jours, pour permettre à la police de poursuivre ses investigations. Selon la police, la première victime de Wanjala était une fillette de 12 ans, enlevée il y a cinq ans dans le comté de Machakos, à l'est de Nairobi. Le meurtre de sa victime suivante avait suscité de vives protestations dans l'ouest du Kenya, où les habitants avaient incendié la maison d'une personne qu'ils soupçonnaient d'avoir tué le garçon. « Dans un récit détaillé et éprouvant, le meurtrier a raconté des détails terribles sur la façon dont il a attiré ses victimes dans ses griffes avant d'arracher la vie de ces enfants innocents », a précisé la DCI sur Twitter. Les restes de certains enfants « ont été jetés dans des fourrés », d'autres « abandonnés dans les égouts de la ville », a-t-elle affirmé, ajoutant que les corps de plusieurs autres enfants dont on craint qu'ils aient été tués par Wanjala n'ont pas encore été retrouvés. Des cas d'enlèvements d'enfants en route pour l'école, dont certains ont été retrouvés morts, se sont multipliés ces derniers mois, semant la panique chez les familles. La police a également révélé que le tueur avait réclamé 30 000 shillings kényans (environ 235 euros) aux parents d'un adolescent avant de le tuer. Wanjala ne s'est pas excusé de ses actes, déclarant au contraire aux enquêteurs qu'il avait pris « beaucoup de plaisir » à tuer ses victimes.

Oumou Konaté

BURKINA FASO

Fête de la Tabaski
Les “Ouagavillois” s’activent timidement

A quelques heures de la fête de la Tabaski ou celle du mouton qui se tiendra le 20 juillet 2021 au Burkina, Ouagadougou capitale du pays se prépare à sa manière. Dans les marchés et autres lieux de commerce où nous sommes passés, les populations s’activent même si cela est relativement timide.



A quelques heures de la fête du mouton au Burkina, l’affluence n’est pas celle de veille des fêtes

Dimanche 18 juillet 2021, il est 10h quand nous arrivons au marché de Dassasgho. La Tabaski c’est dans moins de 48 heures mais le monde que nous avons trouvé sur place n’est pas celui de veille de fête. Les marchands ambulants et quelques clients vont et reviennent. Interrogée, une vendeuse du nom de Safiata nous confie que la clientèle n’est pas celle des grands jours. Elle en veut pour preuve le fait que les clients ne se bousculent pas comme à l’approche de fête des années précédentes. Un tour chez les bouchers , un silence assourdissant nous accueille loin de la cacophonie qui y règne en pareille circonstance. Vers 11 heures nous quittons le marché de Dassasgho, direction marché de bétail de circonstance de l’arrondissement 10 de la capitale. Il faut rappeler qu’avec les mesures des autorités contre les points illégaux de vente d’animaux, chaque maire d’arrondissement a aménagé dans son ressort territorial, un lieu pour la vente de bétail. Arrivé sur ces lieux, les vendeurs nous accueillent avec une joie immense pensant que nous étions des clients. Leur déception était perceptible quand ils ont découvert le motif de notre présence dans ces points de vente. Assami, un vendeur nous fait savoir que depuis leur délocalisation sur le nouveau site, leur clientèle s’est dispersée. <<Cette année les prix de nos petits ruminants vont de 35.000 à 180.000 FCFA>>, précise notre interlocuteur. Ce dernier n’a pas manqué aussi de pointer du doigt la rareté du bétail causée en partie par le déplacement des populations suite aux menaces terroristes à l’Est et au Nord du pays. Partout où notre équipe est passée, le constat est le même : la fête se prépare timidement. Et ce même au niveau des salons de couture et coiffure en passant par les débits de boissons. Le moins que l’on puisse dire est que cette fête se tient dans un contexte où le pays est secoué par de multiples attaques terroristes très meurtrières et c’est tout à fait logique que la population n’ait pas la tête à faire la fête.

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

BURKINA FASO

Burkina/Affaire Norbert Zongo : Indignation de la famille Zongo après les propos de l'avocat de François Compaoré

Les avocats de la famille de Norbert Zongo s'indignent des propos tenus par les conseils de François Compaoré. Lundi 12 juillet, François Compaoré comparaissait devant le Conseil d'État français, à Paris, afin de contester la demande d'extradition faite par la justice burkinabè selon les médias.



Le 13 juillet, le ministère de la Justice burkinabè avait lui aussi fait part de son indignation à la suite des propos des avocats de François Compaoré



L'argumentaire de contestation des conseils de François Compaoré, sur la demande d'extradition de ce dernier faite par la justice Burkinabè n'a pas été du gout de la famille du journaliste assassiné en 1998 et pour lequel François Compaoré est accusé « d'incitation à l'assassinat ». En effet, lors de l'audience au Conseil d'État, les avocats de François Compaoré ont assuré que la vie de leur client était menacée s'il devait rentrer au Burkina dont ils ont dénoncé l'appareil judiciaire « délabré et corrompu » et le système carcéral « désastreux », selon RFI. Ces propos n'ont pas tardé à faire réagir du côté du Burkina Faso notamment du côté du conseil de la famille de Norbert Zongo.

Vérité, justice et réconciliation.

Maître Bénéwendé Sankara, avocat de la famille Zongo, aujourd'hui ministre de l'Urbanisme, joint par RFI a qualifié d'inacceptable les propos tenus par la partie adverse. « Le Burkina Faso a adhéré à toutes les lois qui peuvent garantir d'abord le procès équitable, affirme-t-

La suite à la page 22

BURKINA FASO

La suite de la page 21



Pour Maître Bénéwendé Sankara avocat de la famille de Norbert Zongo, de tels propos de la partie adverse n'ont pas lieu d'être

il. Les droits de la défense ont été respectés. Je pense aussi que les conditions de détention dans notre pays sont conformes aux normes et standards du monde entier. D'ailleurs, des personnalités comme le général Gilbert Diendéré sont détenus au Burkina Faso. Gilbert Diendéré a fait l'objet d'un procès équitable avec des avocats. Il est détenu au Burkina Faso. Il ne craint absolument rien. Le général Djibrill Bassolé lui-même est actuellement en France après avoir demandé une autorisation de sortie pour se soigner. Donc, monsieur François Compaoré sait très bien qu'il n'encourt absolument rien », a-t-il souligné.

Maître Bénéwendé Sankara, tout en déplorant les propos des avocats de François Compaoré a fait savoir qu'il n'y a aucun risque pour leur client. Pour appuyer ses propos, il a fait comprendre que le chef de l'Etat lui-même a ouvert l'ère de la réconciliation nationale, mais sur le triptyque de la vérité, de la justice et de la réconciliation.

Pierre Oued.

Source : RFI



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Botswana: Le pays abandonne ses enfants selon BONELA



Selon The Botswana Gasette, le Réseau botswanais sur l'éthique, le droit et le VIH/ SIDA (BONELA), a critiqué le gouvernement pour ne pas avoir tenu compte des progrès réalisés par le pays, pour résoudre les problèmes affectant les enfants. La directrice exécutive de BONELA, Cindy Kelemi, citée par notre source, a déclaré que malgré la signature du pays pour faire partie de la charte africaine sur les droits et le bien-être des enfants, le Botswana n'a pas fait cas du rapport, "une seule fois". Kelemi a, aussi, ajouté qu'en conséquence, l'organisation de la société civile soupçonne que le gouvernement pourrait cacher des informations sérieuses afin d'être exposé au monde.

Zimbabwe : les ventes de tabac en hausse de 31 %



Les ventes de tabac pour cette saison ont augmenté de 31 % par rapport aux chiffres enregistrés l'année dernière, a rapporté le Tobacco Industry Marketing Board (TIMB), cité par New Zimbabwe. com. Des mises à jour récentes de TIMB montrent qu'un total de 186,6 millions de kilogrammes avaient été vendus en 66 jours , contre 159,7 kilogrammes vendus au cours d'une période comparative l'année dernière. Le tabac vendu à ce jour vaut 515, 9 millions de dollars US contre 393,9 millions de dollars US qui avaient été vendus l'année dernière, a indiqué notre source.

Zimbabwe: L'Allemagne verse 3 millions d'euros pour soutenir les communautés vulnérables



L'Allemagne a versé 3 millions d'euros au Programme alimentaire mondial, pour aider les communautés vulnérables du Zimbabwe à répondre aux besoins alimentaires de base au milieu de la pandémie de Covid-19, a indiqué allafrica. Cette contribution servira à améliorer l'accès à la nourriture et à garantir que les femmes, les hommes, les filles et les garçons vulnérables, y compris les réfugiés, les consommateurs aient accès à un régime alimentaire suffisamment nutritif en cas de besoin, en particulier pendant la période de soudure. Le fonds, mis à disposition par l'intermédiaire du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, fait partie d'une contribution de 18 millions d'euros de l'Allemagne à l'Afrique australe pour 2021-2023, a précié notre source.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Soudan: 8,5 M$ pour la résilience climatique et la gestion des risques de catastrophe



Selon Afrik 21, le Fonds africain de développement (FAD), du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), a accordé une subvention de 8,56 millions de dollars au Soudan, pour la mise en œuvre du Programme africain de financement des risques de catastrophe (ADRiFi). Ce programme mis en place par la BAD avec des contributions du Royaume-Uni et de la Suisse a pour but de renforcer la résilience et la réponse aux chocs climatiques en améliorant la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique, a en croire notre source.

Rwanda: Des policiers déployés pour sécuriser l'île d'Afungi



La moitié des 300 policiers rwandais qui ont été acheminés au Mozambique (sur un effectif total d'un millier d'hommes) ont été déployés dans la zone sensible d'Afungi. C'est ce qu'a annoncé lors de leur départ du Rwanda, l'inspecteur général adjoint de la police rwandaise, Felix Namuhoranye, cité par Ouest-France. Par ailleurs, le Mozambique et la SADC sont enfin parvenus à un accord: la "demande d'intervention de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe, ndlr) au Cabo Delgado a été formellement finalisée", a déclaré Jaime Neto, le ministre mozambicain de Défense, cité toujours par notre source. Pour autant, le calendrier et le nombre de soldats qui seront envoyés ne sont pas encore connus.

Zambie : premier pays africain à être en défaut de paiement



Selon le ministère zambien de l'Economie, le gouvernement zambien et le Fonds monétaire international (FMI), cités par Sahel-intelligence, ne sont pas encore parvenus à s'entendre sur les termes d'un programme de réforme économique, qui permettra au pays d'accéder au financement. La Zambie est devenue le premier pays africain à être en défaut de paiement à cause des répercussions économiques de la pandémie. Ce pays d'Afrique australe a manqué une échéance de paiement d'un montant de 42,5 millions de dollars sur l'une de ses euro-obligations, a précisé notre source.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

RDC : Greenpeace s'oppose à la levée du moratoire sur les concessions forestières



L'Organisation non gouvernementale Greenpeace a dénoncé, le jeudi 15 juillet 2021, la mesure visant la levée du moratoire sur les concessions forestières, a rapporté Congo Actu. Irène Wabiwa Betoko, cheffe de la campagne Greenpeace Afrique pour la forêt du Bassin du Congo, citée par notre source, a indiqué que "la levée du moratoire va ouvrir une grande voie à la déforestation, exaspérer la crise climatique et mettre en péril la vie des communautés locales". Elle a par ailleurs plaidé pour la promotion de la bonne gouvernance dans le secteur, avant de penser à la levée du moratoire sur les concessions forestières en vigueur en RDC depuis 2002.

Congo Brazzaville : invention d'une couveuse automatique d'œufs



Gilmar Mboungou, 29 ans, électrotechnicien et entrepreneur, a présenté à Brazzaville, le 13 juillet 2021, une couveuse automatique qui va contribuer au développement de l'aviculture au Congo, a rapporté le Journal de Brazza.com. "Le dispositif peut reproduire les conditions de développement fœtal, en maintenant constante la température et l'humidité. Ce qui permet d'accélérer le processus d'incubation », a expliqué l'inventeur selon notre source. Aussi, la machine permet de couver plus d'œufs afin de produire des poussins en grande quantité. A noter que Gilmar Mboungou avait remporté le premier prix de Talents du Congo lors de l'édition 2020 du Salon Osiane.

Le gouvernement ghanéen lutte contre la corruption grâce à une plateforme de paiement numérique



Le gouvernement ghanéen a lancé mercredi un service numérique et une plate-forme de paiement pour le public dans le but d'éviter les pots-de-vin et la corruption dans le pays.

En lançant la plate-forme nommée « Compte Ghana. Gov », le vice-président ghanéen Mahamudu Bawumia a déclaré qu'elle permettrait au gouvernement d'économiser 3 milliards de cédis ghanéens (environ 506 millions de dollars américains) par an, car elle empêcherait le vol et le détournement de fonds. « La plate-forme est également une étape importante dans la numérisation de l'économie ghanéenne et aide à économiser les pertes de revenus du pays », a déclaré Bawumia.

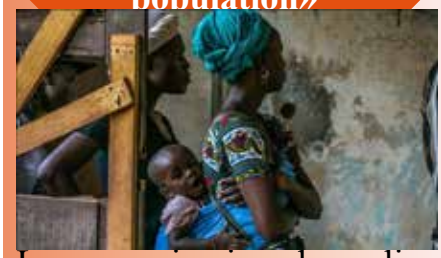
INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

RCA : Touadéra s'active en faveur de la levée de l'embargo sur les armes



Le président de la République centrafricaine Faustin Archange Touadera est rentré ce lundi d'une visite de travail en Angola où il a rencontré son homologue João Lourenço pour évoquer le « renforcement de la coopération bilatérale » entre les deux pays selon un communiqué officiel. Cette rencontre intervient deux semaines avant le vote au Conseil de sécurité des Nations unies le 29 juillet prochain sur le régime de sanctions qui vise la RCA. Le président angolais, mandaté par ses pairs pour prendre en main la question centrafricaine, est actuellement à la tête de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Luanda mène campagne en faveur d'une levée de l'embargo sur les armes en RCA.

Niger : une commissaire de police colauréate du «prix des Nations Unies pour la population»



La commissaire de police nigérienne Hassane Haousseize Zouera a été désignée, jeudi, colauréate du prix des Nations Unies pour la population, a-t-on appris de source officielle. «La commissaire Hassane Haousseize Zouera, des forces de police du Niger et la Direction générale de la population de Oaxaca, au Mexique, sont les lauréates du Prix des Nations Unies pour la population cette année», a rapporté «Onu Info», l'organe officiel d'information des Nations Unies. «Le prix annuel, qui récompense une personne et une institution pour leur contribution exceptionnelle à la population, au développement et à la santé reproductive, a reconnu la Commissaire Zouera pour son travail dans la lutte contre la violence sexiste et pour sa contribution à faire du Niger un endroit plus sûr pour les femmes et les filles», a précisé la même source citant le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA).

La présidente Samia se rend au Burundi pour une visite d'Etat de deux jours



Le président Samia Suluhu Hassan se rendra à partir du 16 juillet 2021, au Burundi pour une visite d'État de deux jours, a annoncé la Direction générale de l'État. Selon le communiqué publié par la Direction de la communication présidentielle, le voyage est une réponse à une invitation du président burundais Evarist Ndayishimiye. Lors de son séjour au Burundi, la présidente Samia s'entretiendra avec son hôte, le président Ndayishimiye. «La présidente assistera à la signature du document d'accords», selon le communiqué.

Le Quotidien Numérique d'Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA
-Abdoul Karim TAPSOBA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE

Bientôt !

des parutions spécifiques

- Culture
- Jobs
- Business
- Satire
- Adolescents & Jeunes
- Feminin

Faire ce que nous pensons être un besoin capital pour les autres !

Le Quotidien Numérique d'Afrique

ANNONCE

NOUS PUBLIONS LES ARTICLES DE PRESSE

Pour :

- Entreprises,
- Administrations publiques,
- Institutions,
- Associations et ONG,
- Responsables de communication, de Presse, de Relations publiques, etc.

Contactez-nous

contact@sc-mail.info

00226 64 20 00 26

ANNONCE

INFO POUR LES LECTEURS

Nos colonnes sont gratuites pendant les vacances pour :

- Les avis et résultats de recrutement
- Les avis à manifestations et Appels d'offres
- Les vœux, Images et messages d'anniversaire
- Les annonces, images de célébration de mariages
- Les annonces, images des fêtes communautaires, traditionnelles et nationales
- Les communiqués nécrologiques
- Les soutenances des étudiants en fin de formation
- Les annonces d'événements rélévant de la culture
- Les annonces d'événements scolaires





ANNONCE

1 page entière

Pour les insertions, communiqués,
Publicités, articles de Presse
Contactez-nous

contact@sc-mail.info

00226 64 20 00 26

Publier sur un journal continental,
lu dans le monde entier c'est plus
que de la visibilité.

ANNONCE

1/2 page pour insertion

1/4 page pour insertion

1/8 page pour insertion